



Conférence des Directeurs
des Écoles Françaises
d'Ingénieurs

Erasmus+

Paris, le 28 avril 2026

Contexte européen

Dans le cadre des négociations sur le prochain cadre financier pluriannuel (2028-2034), la Commission propose une évolution du programme Erasmus+ afin d'en faire un instrument plus intégré, plus lisible et plus aligné sur les priorités de compétitivité, de résilience et de souveraineté de l'Union. La proposition prévoit notamment la fusion d'Erasmus+ avec le Corps européen de solidarité ainsi qu'une simplification de l'architecture du programme.

Le futur programme serait doté d'un budget indicatif de 36,2 milliards d'euros en prix 2025 (40,8 milliards en prix courants), soit une augmentation d'environ 30 % par rapport aux enveloppes combinées actuelles. Cette hausse annoncée ne correspond pas à un changement d'échelle réel au regard de l'ambition affichée, puisqu'elle intègre à la fois la fusion des deux programmes et les ajustements liés à l'inflation.

La proposition prévoit également une architecture simplifiée du programme et ne comporte plus de ventilation budgétaire détaillée par secteur. Si cette approche vise à renforcer la flexibilité de mise en œuvre, elle soulève des interrogations quant à la visibilité et à la protection des enveloppes sectorielles, notamment pour l'enseignement supérieur. Dans ce contexte, la CDEFI souligne l'importance d'assurer une visibilité budgétaire suffisante et soutient l'introduction de seuils budgétaires minimaux par secteur, en particulier pour l'enseignement supérieur.

Dans cette configuration, Erasmus+ ne doit plus être perçu uniquement comme un programme de mobilité, mais comme un levier structurant pour la formation des talents scientifiques et technologiques nécessaires à la compétitivité européenne. Dans ce cadre, la CDEFI insiste sur la nécessité de mieux articuler les politiques européennes de formation avec celles de la recherche et de l'innovation. Les écoles d'ingénieurs jouent à cet égard un rôle central, à l'interface entre formation scientifique, innovation et coopération avec l'industrie.

Recommandations de la CDEFI

1. Renforcer l'ambition budgétaire du programme Erasmus+

La CDEFI appelle à une augmentation d'au moins 50% du budget d'Erasmus+ dans le prochain cadre financier pluriannuel afin de répondre à l'augmentation de la demande de mobilité et à l'ambition européenne de formation des talents.

L'augmentation budgétaire proposée par la Commission ne constitue pas un véritable changement d'échelle au regard de l'élargissement des missions du programme et de l'intégration d'autres instruments. Un financement renforcé est indispensable pour garantir l'accessibilité et la qualité des actions soutenues.

2. Sécuriser les financements dédiés à l'enseignement supérieur

La CDEFI souligne l'importance de maintenir une visibilité et une protection des enveloppes budgétaires dédiées à l'enseignement supérieur dans la future architecture du programme.

L'absence de ventilation sectorielle détaillée dans la proposition actuelle pourrait fragiliser la lisibilité et la stabilité des financements pour certains secteurs clés. La CDEFI soutient ainsi l'introduction de seuils budgétaires minimaux pour l'enseignement supérieur afin de garantir la continuité des actions de mobilité et de coopération académique.

3. Encourager les mobilités longues et intégrées dans les cursus

La CDEFI plaide pour un soutien renforcé aux mobilités longues intégrées dans des cursus diplômants, qui constituent un levier structurant pour la formation des ingénieurs et le développement de compétences interculturelles et scientifiques approfondies, sans que cela ne conduise à exclure les mobilités plus courtes, qui conservent leur pertinence selon les parcours.

Ces mobilités permettent une intégration académique plus forte, favorisent les coopérations institutionnelles durables et contribuent à la construction d'un véritable espace européen de formation.

4. Soutenir et renforcer l'initiative Erasmus Mundus

La CDEFI souligne l'importance stratégique de l'initiative Erasmus Mundus, qui constitue un instrument d'excellence et de visibilité internationale pour l'enseignement supérieur européen.

Elle appelle à sécuriser et augmenter le budget dédié à cette initiative, afin de soutenir le développement de programmes conjoints ambitieux et d'attirer les meilleurs talents internationaux vers les universités et écoles européennes.

5. Reconnaître les formations d'ingénieurs dans les compétences stratégiques européennes

La CDEFI rappelle que les formations d'ingénieurs dans leur ensemble, notamment le numérique, l'énergie, les matériaux avancés, la cybersécurité et l'industrie verte, répondent explicitement aux priorités du programme dans le développement des compétences stratégiques.

Erasmus+ doit ainsi contribuer à renforcer la formation des talents scientifiques et technologiques nécessaires aux transitions industrielles et à la souveraineté technologique européenne.

À propos de la CDEFI

Fondée en 1976, la CDEFI (Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs) réunit l'ensemble des directeurs et directrices des établissements ou composantes d'établissements, publics ou privés, accrédités par la Commission des titres d'ingénieur (CTI) à délivrer le titre d'ingénieur diplômé. Elle a pour principale mission d'étudier tous sujets relatifs au métier et à la formation des ingénieurs, ainsi qu'au développement de la recherche et à la valorisation de celle-ci. Elle a, de plus, vocation à promouvoir l'Ingénieur de l'école française, dans le monde comme en France. Ainsi, la dimension internationale est au cœur de ses préoccupations, notamment dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Site Internet : www.cdefi.fr

LinkedIn : www.linkedin.com/company/5323901

Contact presse, Agence *MadameMonsieur* :

Stéphanie MASSON – smasson@madamemonsieur.agency – 06 84 65 17 34